

## L'Europe refuge

Bruno Latour

For a volume in several languages  
"La grande régression"  
dirigé par Heinrich Geiselberger  
en France édité par Premier Parallèle, Paris

Depuis les élections américaines de novembre 2016, au moins, les choses sont plus claires. L'Angleterre s'est égarée dans son rêve d'empire — version fin dix-neuvième siècle ; les États Unis veulent retrouver leur grandeur — version d'après-guerre, photo sépia, 1950. L'Europe, l'Europe continentale se retrouve seule, faible et plus divisée que jamais. La Pologne rêve d'un pays imaginaire ; la Hongrie ne veut plus que des Hongrois « de souche » ; les Hollandais, les Français et les Italiens sont aux prises avec des partis qui veulent se claquemurer à l'intérieur de frontières tout aussi imaginaires. L'Écosse, la Catalogne, la Flandre veulent devenir des États. Tout cela pendant que l'Ours russe se lèche les babines et que la Chine réalise enfin son rêve de redevenir « l'Empire du milieu » en ignorant les intérêts de toutes ses périphéries.

En voie de démembrement, l'Europe compte autant qu'une noisette dans un casse-noisette. Et cette fois-ci, elle ne peut plus compter sur les États-Unis aux mains d'un nouveau roi Ubu.

C'est peut-être donc le bon moment pour retisser l'Europe Unie. Oh, non ce n'est pas celle qu'imaginait les pères fondateurs, au sortir de la guerre, à partir du fer, du charbon et de l'acier ou, plus récemment, dans le fol espoir de sortir de l'histoire, à partir des règles communes de standardisation ou de la monnaie unique. Non, si l'Europe doit s'unir à nouveau, c'est à cause de menaces aussi graves que celles des années cinquante pour prendre sa part d'une histoire qui n'est plus du tout celle du 20<sup>ème</sup> siècle.

L'Europe est devant trois menaces : l'abandon en rase campagne des pays qui avaient inventé la mondialisation ; la mutation climatique ; l'obligation de servir de refuge à millions de migrants et de réfugiés. Ces trois-là ne sont d'ailleurs que les aspects d'une seule et même métamorphose : le sol européen a changé de nature : nous, les Européens, nous sommes tous en migration vers des territoires à redécouvrir et à réoccuper.

Premier événement historique : le Brexit. Le pays qui avait inventé l'espace indéfini du marché sur mer comme sur terre, le pays qui n'avait cessé de pousser l'Union Européenne à n'être qu'une vaste boutique, c'est ce pays même qui, devant l'irruption, à Calais, de quelques milliers de réfugiés, décide sur un coup de tête de ne plus jouer le jeu de la mondialisation. Il se retire de l'Europe et donc de l'histoire, perdu dans des rêves d'empire auquel personne ne croit plus.

Deuxième événement historique : l'élection de Trump. Le pays qui avait imposé au monde sa mondialisation particulière, et avec quelle violence ; le pays qui s'était construit par la migration en éliminant ses premiers habitants ; ce pays-là confie sa destinée à celui qui promet de s'isoler dans une forteresse, de ne plus laisser passer de réfugiés, de ne plus venir au secours d'aucune cause qui ne soit pas sur son sol tout en se préparant à intervenir partout avec la même désinvolte balourdise.

Chacun pour soi ! Arrière toute ! Le problème, c'est qu'il n'y a plus de chez soi, pour personne. Ouste ! Il faut tous bouger. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de planète capable de réaliser les rêves de la globalisation.

C'est le troisième événement historique, de loin le plus important : le 12 décembre 2015, à Paris, au moment de l'accord à la fin de la conférence sur le climat, la COP21.

L'important n'est pas ce que les délégués ont décidé ; l'important n'est pas même que cet accord soit appliqué (les négationnistes à la Maison Blanche et au Sénat feront tout pour l'éviscérer) ; non, l'important c'est que, ce jour-là, tous les pays signataires, au milieu des applaudissements, ont compris que, s'ils allaient tous de l'avant selon les prévisions de leurs plans de modernisations respectifs, il n'existait pas de planète compatible avec leurs espoirs de développement. Jusqu'ici, ils avaient tiré des plans sur la comète.

S'il n'y a pas de planète, de terre, de sol, de territoire pour y loger le Globe de la globalisation vers lequel tous les pays prétendaient se diriger, que fait-on ? Ou bien nous dénisons l'existence du problème, ou bien nous cherchons à atterrir. Pour chacun de nous, la question devient : « Est-ce que vous continuez à nourrir des rêves d'escapade ou est-ce que vous vous mettez en route pour chercher un territoire habitable pour vous et pour vos enfants ? ». C'est désormais ce qui divise les gens, bien plus que de savoir si l'on est de droite ou de gauche.

Les États-Unis avaient deux solutions : en réalisant enfin l'étendue de la mutation et l'immensité de leur responsabilité, ils pouvaient devenir enfin réalistes en menant le monde libre hors de l'abîme, ou s'enfoncer dans le déni. Trump semble avoir décidé de faire rêver quelques années

encore l'Amérique pour retarder l'atterrissage en entraînant les autres pays dans l'abîme.

Nous, les Européens, nous ne pouvons pas nous le permettre. En effet, au moment même où nous prenons conscience des menaces multiples, nous allons devoir accueillir sur notre continent des millions de gens que l'action cumulée des guerres, des échecs de la mondialisation et de la mutation climatique, vont jeter, comme nous, contre nous, avec nous dans la recherche d'un territoire habitable pour eux et pour leurs enfants. Il va falloir cohabiter avec ceux qui n'avaient pas jusqu'ici partagé nos traditions, nos mœurs, nos idéaux et qui sont donc nos proches étrangers — terriblement proches et terriblement étrangers.

Avec ces peuples en migration, nous n'avons en commun qu'une seule chose : l'épreuve de se retrouver privés de sol. Nous, les anciens européens, parce qu'il n'y a pas de planète pour la mondialisation et qu'il va falloir changer la totalité de nos modes de vie ; eux, les futurs européens, parce qu'ils ont dû quitter leur ancien sol dévasté et apprendre à changer la totalité de leurs modes de vie. Ce n'est pas beaucoup ? Non, mais c'est notre seule issue : découvrir en commun un territoire où habiter. C'est la nouvelle universalité. La seule autre branche de l'alternative, c'est de faire comme si rien n'avait changé et de continuer le rêve éveillé de « l'American way of life » dont on sait que les neuf milliards d'humains ne profiteront pas, en se fortifiant derrière une muraille...

Quand tout le monde se calfeutre, c'est évidemment le pire moment pour penser en termes d'ouverture des frontières et de révolution dans les modes de vie. Pourtant, migrations et nouveau régime climatique, c'est bien la même menace.

La plupart de nos concitoyens dénie ce qui arrive à la terre mais comprennent parfaitement que la question des migrants éprouve durement tous leurs désirs d'identité. Pour le moment, bien remontés par les partis dits « populistes », ils ont saisi la mutation écologique par une seule de ses dimensions : elle jette à travers les frontières des gens dont ils ne veulent pas ; d'où la réponse : « Dressons des frontières étanches et nous échapperons à l'envahissement ».

Mais c'est l'autre dimension de cette même mutation qu'ils n'ont pas encore ressentie pleinement : le nouveau régime climatique balaye depuis longtemps toutes les frontières et nous expose à tous les vents sans que nous puissions construire de murs contre ces envahisseurs-là.

Si nous voulons défendre nos identités, il va nous falloir identifier aussi ces migrants sans forme ni nation qu'on appelle, climat, érosion, pollution, épuisement des ressources, destruction des habitats. Même en

scellant les frontières aux réfugiés sur deux pieds, jamais vous n'empêcherez les autres de passer.

C'est là où il faut introduire une hypothèse de science politique — disons plutôt une fiction vraisemblable.

Les élites éclairées — il y en a — ont saisi, à partir des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, la montée des périls résumée par le terme de « climat » mais qu'il faut prendre au sens large : un nouveau régime dans les relations jusqu'ici plutôt stables entretenus avec la terre. Jusque-là, on pouvait faire main basse sur un sol, obtenir des droits de propriété, exploiter, en user et en abuser, mais le sol lui-même se tenait à peu près coi.

Les élites éclairées ont commencé à accumuler les évidences que cela n'allait pas durer. Elles le savaient bien sûr depuis longtemps, mais disons qu'elles avaient appris à l'ignorer courageusement. Sous le sol de la propriété privée, de l'accaparement des terres, de l'exploitation des territoires, *un autre sol*, une autre terre, un autre territoire se mettait à remuer, à trembler, à s'émouvoir. Une sorte de tremblement de terre, si l'on veut, qui s'est mis à émouvoir pour de bon les élites éclairées. « Faites attention, rien ne sera plus comme avant ; vous allez devoir payer cher le retour de la Terre, le retournement de puissances jusqu'ici dociles ».

Le problème c'est que cette menace, cet avertissement a été reçu cinq sur cinq par d'autres élites peut-être moins éclairées mais avec de gros moyens et de grands intérêts et surtout extrêmement sensibles à leur bien-être.

Et c'est là où intervient l'hypothèse de politique fiction : elles ont parfaitement compris, ces élites, que l'avertissement était exact, mais elles n'ont pas conclu de cette vérité indiscutable qu'il allait falloir payer, et payer cher, le retournement de la Terre sur elle-même.

Ils ont conclu deux choses, deux choses qui aboutissent aujourd'hui à l'élection du roi Ubu à la Maison Blanche : oui, il va falloir payer cher ce retournement mais ce sont *les autres qui vont le payer*, certainement pas nous ; et cette vérité indiscutable du nouveau régime climatique, *on va en nier jusqu'à l'existence*.

Si l'hypothèse est juste, elle permet de comprendre que ce qu'on appelle à partir des années quatre-vingt la « dérégulation » et le « démantèlement de l'État-Providence » ; à partir des années deux mille le « climato-négationnisme » ; et, surtout, depuis quarante ans, l'extension vertigineuse des inégalités, tout cela participe au même phénomène : les

élites ont été si bien éclairées qu'elles ont décidé qu'il n'y aurait pas de vie future pour tout le monde, qu'il fallait donc se débarrasser au plus vite de tous les fardeaux de la solidarité — c'est la dérégulation ; qu'il fallait construire une sorte de forteresse dorée pour les quelque pour cent qui allaient pouvoir s'en tirer — c'est l'explosion des inégalités ; et que pour, dissimuler l'égoïsme crasse d'une telle fuite hors du monde commun, il fallait absolument nier l'existence même de la menace à l'origine de cette fuite éperdue — c'est la dénégation de la mutation climatique. Sans cette hypothèse, ni l'explosion des inégalités, ni l'investissement dans le climato-scepticisme, ni la furie de dérégulation ne s'expliquent. Trois mouvements qui définissent l'histoire dans laquelle l'Europe continentale a tant de peine à s'insérer.

Pour reprendre la métaphore éculée du Titanic : les gens éclairés voient l'iceberg arriver droit sur la proue ; savent que le naufrage est assuré ; s'approprient les canots de sauvetage ; demandent à l'orchestre de jouer assez longtemps des berceuses pour qu'ils profitent de la nuit noire pour se carapater avant que la gîte excessive alerte les autres classes !

Ces gens-là — les élites qu'il faut désormais appeler obscurcissantes — ont compris que, s'ils voulaient survivre à leur aise, il ne fallait plus faire semblant de partager l'espace avec le reste du monde. Du coup la mondialisation prend une tournure toute différente : du haut du bastingage, les classes inférieures, désormais tout à fait réveillées, voient les canots s'éloigner de plus en plus. L'orchestre continue à jouer « Plus près de toi mon Dieu ! », mais la musique ne suffit plus à couvrir les hurlements de rage...

Et c'est bien de rage qu'il faut parler si l'on veut comprendre la réaction de défiance et d'incompréhension contre un tel abandon, une telle trahison.

Pour comprendre la situation actuelle, les politistes usent et abusent du terme de « populisme ». On accuse le « peuple » de se complaire dans sa vision étroite, dans ses peurs, dans sa méfiance native pour les élites, dans son mauvais goût en matière de culture, et surtout dans sa passion pour l'identité, le folklore, l'archaïsme, les frontières et l'identité — sans oublier une coupable indifférence aux faits. Il manquerait de générosité, d'ouverture d'esprit, de rationalité ; il n'aurait pas le goût du risque (ah ! ce goût du risque prêché par ceux qui sont à l'abri partout où leurs miles leur permettent de voler).

C'est oublier que ce « peuple » a été froidement trahi par ceux qui ont abandonné l'idée de réaliser pour de vrai la modernisation de la planète avec tout le monde, parce qu'ils ont su, avant tout le monde, mieux que

tout le monde, que celle-ci était impossible — faute justement de planète assez vaste pour leurs rêves de croissance sans limite.

Si l'élection de Trump clarifie la nouvelle situation politique, c'est en effet parce que l'horizon vers lequel il entraîne les États Unis donne une idée si *diamétralement opposée* de la direction à prendre, qu'elle définit finalement assez bien, mais par contraste, la nature du troisième attracteur ! En effet, l'innovation de Trump consiste à construire toute une direction politique sur la *dénégation* systématique qu'il existe une mutation climatique. Pour la première fois, le climato-négationnisme organise tous les choix politiques. Quelle clarification !

On ne respecte pas l'originalité des fascistes quand on compare Trump aux mouvements des années trente. Les deux mouvements n'ont de commun que l'invention d'une nouvelle combinaison qui laisse les anciennes élites, pour un temps, totalement désemparées. Mais ce que les fascismes avaient inventé de combiner restait le long de l'ancien vecteur — celui qui va vers la modernisation à partir des anciens terroirs. Ils étaient parvenus à combiner le retour à un passé rêvé — Rome, Germania — avec les idéaux révolutionnaires et la modernisation industrielle et technique, le tout en réinventant une figure de l'État total — et de l'État en guerre — contre l'idée même d'individu.

On ne trouve rien de cela dans l'innovation actuelle : l'État est honni, l'individu roi, et ce qu'il s'agit de faire avant tout, c'est de gagner du temps en relâchant toutes les contraintes, avant que tout le monde s'aperçoive qu'il n'y a pas de monde correspondant à cette Amérique-là.

L'originalité de Trump c'est de conjoindre dans un même mouvement, premièrement, la fuite en avant vers le profit maximal en abandonnant le reste du monde à son sort (les nouveaux ministres chargés de représenter les « petites gens » sont des milliardaires !); deuxièmement, la fuite en arrière de tout un peuple vers le retour aux catégories nationales et ethniques (« *Make America Great Again* » derrière un mur !); et, enfin troisièmement, le déni explicite de la situation géologique et climatique.

Le trumpisme — si l'on peut utiliser ce terme — est une innovation en politique comme on n'en voit pas souvent et qu'il convient de prendre au sérieux. De même que le fascisme avait su, lui aussi, combiner des extrêmes à la totale surprise des politiciens et des commentateurs de l'époque, le trumpisme combine des extrêmes et trompe son monde — au moins pour un temps. Au lieu d'opposer les deux fuites — vers la globalisation et vers le retour au vieux terrain national — Trump fait comme si on pouvait les fusionner. Fusion qui n'est évidemment possible

que si l'existence même de la situation de conflit entre modernisation d'un côté et condition matérielle terrestre de l'autre se trouve dénié. D'où le rôle constitutif du climato-scepticisme, sans cela incompréhensible. (Rappelons que jusqu'à Clinton les questions de politique climatique faisaient l'objet d'accords entre les deux partis).

Et l'on comprend bien pourquoi : le manque total de réalisme de la combinaison — des milliardaires entraînant des millions de membres des classes dites moyennes vers le retour à la protection du passé ! — sauterait aux yeux. L'affaire pour le moment ne tient qu'à la condition de rester totalement indifférent à la situation géopolitique.

Pour la première fois, tout un mouvement politique ne prétend plus affronter sérieusement les réalités géo-politiques, mais se mettre explicitement hors de toute contrainte, littéralement *offshore* — comme les paradis fiscaux. Ce qui compte avant tout, c'est de ne plus avoir à partager avec les masses un monde dont on sait qu'il ne sera plus jamais commun. Comme si l'on pouvait s'éloigner infiniment de ce troisième attracteur, ce spectre qui hante toute la politique.

Il est assez remarquable que cette invention vienne d'un développeur constamment endetté, allant de faillites en faillites, qui a fait sa célébrité dans la télé-réalité (une autre forme d'irréalisme et d'escapisme). La totale indifférence aux faits qui marque la campagne électorale aussi bien que cette administration, est une simple conséquence de prétendre vivre sans ancrage aucun dans la réalité. Quand on a promis à ceux qui allaient vers le Vieux Sol qu'ils allaient retrouver le passé alors qu'on les entraîne vers un lieu qui n'a pas d'existence concrète pour la grande masse des électeurs, il ne faut pas être trop vétilleux sur les preuves empiriques !

Inutile de s'indigner que les électeurs trumpistes ne « croient pas aux faits » : ils ne sont pas idiots, c'est, à l'inverse, parce que la situation géopolitique d'ensemble doit être déniée que l'indifférence aux faits devient tellement essentielle. S'il fallait prendre en compte la contradiction massive entre fuite en avant et en arrière, il faudrait se mettre à atterrir ! En ce sens, le trumpisme définit (mais évidemment à l'envers, en négatif, par rejet !) le premier gouvernement écologiste !

Et bien sûr, il ne faut pas que les « petites gens » se fassent trop d'illusions sur la suite de l'aventure. Ceux que Trump attire le plus, ce sont précisément ces minuscules élites qui avaient détecté depuis le début des années quatre-vingt-dix qu'il n'y avait pas de monde commun possible pour eux et pour les neuf milliards d'individus. « Dérégulation poussée à l'extrême, pompage massif de tout ce qui reste encore à pomper dans le sol — 'Drill baby drill !' —, on va bien finir par gagner, en suivant Trump, les

trente ou quarante ans de répit pour nous et pour nos enfants. Après cela que le déluge vienne, nous serons morts.»

Les comptables connaissent bien les entrepreneurs qui « font de la cavalerie » : l'innovation de Trump c'est de faire faire de la cavalerie à la plus grande nation du monde. Portrait de Trump en Madoff d'État ! Sans oublier ce qui explique toute l'affaire : il dirige la nation qui avait le plus à perdre d'un retour à la réalité, d'un virage vers l'attracteur Terre. Le choix est fou, mais il est compréhensible.

Il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que toute l'affaire finira dans un déluge de feu. C'est là le seul vrai parallèle avec les fascismes. Contrairement à la phrase de Marx, l'histoire ne va pas simplement de la tragédie à la farce, elle peut se rabâcher une fois de plus par une bouffonnerie tragique.

En tous cas, la clarification apportée par cette innovation, donne aux *forces progressistes* — définies dorénavant comme celles qui tournent leur attention vers le troisième terme, celui de la terre — la mesure exacte des difficultés qu'elles vont devoir affronter. Il ne s'agit plus seulement de détourner ceux qui rêvaient de retourner vers la terre natale ou de s'allier avec ceux qui visaient l'accès au mondial, il faut maintenant s'opposer frontalement à ceux que le joueur de flute entraîne derrière lui dans une direction qui nous éloigne encore une fois de la Terre.

Peter Sloterdijk a dit un jour que l'Europe était le club des nations qui avaient renoncé définitivement à l'empire. Laissons les Brexiteurs, les électeurs de Trump, les Turcs, les Chinois, les Russes s'adonner aux rêves de domination impériale. Nous savons que s'ils souhaitent encore régner sur un territoire au sens de la cartographie, ils n'ont pas plus de chance que nous de dominer cette Terre qui nous domine aujourd'hui au même titre qu'eux. Le défi à relever est donc *taillé pour l'Europe*, puisque c'est elle qui avait inventé cette étrange histoire de la globalisation avant de s'en retrouver l'une des victimes. L'histoire appartient à ceux qui seront capables d'atterrir les premiers sur une terre habitable — à moins que les autres, les rêveurs de la *Realpolitik* à l'ancienne, l'aie fait disparaître pour de bon.